

, 13434 P000

+

13433 P000

1961

208

2 bijvoegsels.

17/6/1961

Ten jaare negentien honderd een en zestig de zeventiende Juni.

VERKOOP

Voor ons Emile Timmermans, Notaris in standplaats te Sint Lambrechts Moerbeke.

Verschenen :



A 167732

U. 1/6

Eerste blad

*Lijf
Lijf
Lijf
Lijf
T.E.
D.J.*

Geachte heren,

Een bouwgrond gelegen aan de Oudstrijderslaan, alwaar hij een voorgevelbreedte heeft van vijftien meter zestig centimeter, gekend ten kadastrale of het gewest zijnde, sectie A, nr 134/c deel groot volgens titel drie aren

zeven en tachtig centiaren, palende of gepaald lebbend langs voor aangezegde laan, langs een zijde aan Mijnheer Duquesne; langs achter aan Mijnheer Seynave en langs de andere zijde aan de kopers.

zeer wel gekend door Mijnheer Van Eeckhoudt die zulks verklaart.

Oorsprong van eigendom.

Oorspronkelijk hing dit goed af van de wettelijke gemeenschap van goederen die wij gedrekt aan huwelijk bestond tussen de echtelieden

om het aangekocht te hebben van de Societe Anonyme " " te Brussel krachtens akte verleden voor Notaris Louis Stevens te Brussel en andre, Pierre Tyberghein te Sint Gill Brussel verblijvende de dertende Januari negentien honderd drie en veertig, overgeschreven ten vijfde kantoor gronpen en te Brussel de eerste Februari negentien honderd drie en veertig op boek 383, nummer 6.

Gezegde gemeenschap werd ontbonden door het overlijden van _____ intestaat overkomen te Etterbeek de tiende Oktober negentien honderd acht en veertig, nalatende voor enige, wettige en voorbehouden erfgenamen zijne drie in leven kinderen zijnde de verkopers bij deze onder nummers twee, drie en vier onder voorbehoud van de helft in vruchtgebruik toekomende aan zijn overlevende echtgenote overeenkomstig de bepalingen van de wet van twintig november achttien honderd zes en negentig.

Dusdanig dat de verkochte grond heden toebehoort aan :



A 1673

Tweede blad

D. J.
L. H.
V. C.
P. J.

Mijnheer zal zich moeten vergenoegen met voorgaand bewijs van eigendom en zal geen andere titel kunnen eisen dan een afschrift dazer.

Voorwaarden.

De kopers verklaren dat de verkochte grond vrij en ongebruikt is, dienvolgens zullen de kopers er de volle eigendom en het vrij genot van hebben te rekenen vanaf weden met insgelijks van nu af te dragen en te kwijten alle contributien, grondlasten en taksen hoegenaamd door Staat, Provincie of Gemeente op het verkochte goed gezet of te zetten onder welke benaming het ook moge wezen.

Alle geschillen die zouden kunnen ontstaan betrekkelijk de afpaling van het goed zullen opgelost worden tussen kopers en aanpalende eigenaars zonder tussenkomst van de verkopers.

Het geval voorkomende zullen de kopers zich moeten verstaan met de aanpalende eigenaars voor de regeling van de gemeenheid.

In geval van bouw zullen de kopers zich moeten schikken naar alle voorschriften en reglementen die ter plaatse de bouwwerken beheersen en daaangaande dragen en kwijten alle taksen en bouwlasten hoegenaamd.

De kopers verklaren bij de bevoegde overheid en diensten alle inlichtingen te hebben ingewonnen over de toelating tot en de manier van bouwen op de aangekochte grond.

Eijzondere voorwaarden.

Voorgaande titel van eigendom zijnde de akte van Notarissen Stevens en Tyberghein van dertiende Januari negentien honderd drie en veertig, zegt letterlijk wat volgt :

Cahier des charges et conditions spéciales.

Les acheteurs prennent pour eux et leurs ayants-droit éventuels quelconques l'engagement d'observer les conditions ci-après qui sont imposées à titre de servitudes grevant le bien vendu, en faveur de la vendresse, sans que l'acheteur puisse s'en prévaloir :

- 1) lotissement : l'acquéreur ne pourra jamais in-

voquer vis-à-vis de la venderesse le droit de destination de père de famille, le terrain vendu et ceux y attenant à vant être considérés comme n'ayant jamais appartenu aux mêmes propriétaires.

2) estimation: Le terrain est vendu à l'effet d'y construire une maison d'habitation privée ayant le caractère de villa. Le prix de vente a été fait en considération de cette clause.

3) Maison de commerce: La construction ou l'exploitation de tout établissement commercial, quel qu'il soit devra faire l'objet d'une autorisation écrite de la venderesse.

4) établissements nuisibles: En aucun cas la partie vendue ne pourra être utilisée pour l'établissement de fabriques, snateria, usines, manufactures, briqueteries, exploitations insalubres et incommodes et en général pour aucune des industries mentionnées aux tableaux annexés aux arrêtés Royaux sur la police des établissements insalubres , dangereux et incommodes à l'exception de garages privés pour automobiles.

5) jardin; Les constructions ne pourront pas couvrir plus du tiers du terrain, sauf dérogation écrite, l'acquéreur ne pourra subdiviser son lot et construire plus d'une villa sur ce lot.

6) Zones de non aedificandi: les constructions devront être distantes d'au moins trois mètres des terrains contigus et de cinq mètres de la limite de la propriété à front de la voie publique.

Les avant-corps, bretèches, terrasses, balcons etc. ne pourront avancer que de 0,30 m. dans la zone de non aedificandi .

7) Façades: les constructions à ériger sur le terrain vendu devront être exécutées avec la préoccupation de leur donner un caractère marqué de villas, pavillons ou cottages. Les blocs de plus de trois habitations contigues sont interdits. Toutes les façades doivent être décorées. Les murs-pignons aveugles, non décorés, sont interdits.

8) Plans: Les plans et les façades de toutes les

constructions à édifier sur le terrain vendu seront soumis à l'approbation de la venderesse avant le commencement d'exécution. Un exemplaire en sera remis à la venderesse pour ses archives.

9) modifications : aucune modification ne pourra être apportée aux façades approuvées, si ce n'est avec l'autorisation de la venderesse.

10) dépendances : il ne pourra être construit aucune dépendance, atelier, écurie, garage, conciergerie sauf que les plans en aient été approuvés par la venderesse.

11) hauteur : la hauteur des villas au dessus du toit ne pourra excéder onze mètres pour les toits inclinés et neuf mètres pour les toits plats.

12) dérogations : L'approbation générale des plans n'implique pas dérogation éventuelle aux présentes conditions. Les dérogations à celles-ci devront faire l'objet d'un écrit spécial.

13) clôture : La clôture des terrains sera faite en haies vives qui devront être taillées ou entretenues par les soins de l'acquéreur. les murs de clôture ne pourront en aucun cas être grigés.

14) mitoyenneté : les haies devront être établies sur la mitoyenneté.

La venderesse ne pourra en aucun cas être rendue responsable des conflits qui naîtraient à l'occasion de réglages de mitoyenneté entre les riverains ou avec les tiers.

15) trottoirs : Les acheteurs assumeront les trottoirs, les entretiendront et les nettoieront parfaitement, à leurs frais. L'assiette du trottoir sera en gravier ou en fine cendre. La pente assurera le partage équitable des eaux. Les acheteurs devront assurer le curage des rigoles le long des bordures, devant tout le terrain acquis et le curage des rigoles d'écoulement d'eau qui traverseraient leur propriété.

16) Voirie : sauf stipulation contraire les frais de voirie (assiette, terrassement, cordures, revêtement ou pavages, égouts, plantations etc...) sont aux frais de l'acheteur, au prorata de la longueur de façade ne-

quise. La venderesse n'assume aucune charge concernant l'entretien de cette voirie.

17) Canalisations : L'acheteur prend à sa charge, au prorata de la longueur de façade acquise par lui, les frais des canalisations mères d'eau, de gaz et d'électricité.

18) Puits perdus : l'Etablissement des puits perdus est interdit sauf pour la décharge exclusive des salles de bains, lavabos et cuisines, les décharges des W.C. et déversoirs des matières fécales se feront dans des fosses parfaitement étanches qui auront des dimensions suffisantes pour n'être vidées qu'une fois par an. L'écoulement du trop plein de la fosse indiquée ci-dessus dans un puits perdus sera autorisé si la commune l'autorise elle-même.

19) Réclame : Sauf autorisation écrite de la venderesse toute audience, réclamation ou enseigne quelconque est interdite.

20) Chantiers : Afin d'éviter les accidents, la venderesse se réserve le droit de faire clôturer d'office et aux frais du propriétaire toutes les constructions incomplétées et de limiter les périodes et les heures où le charroi des matériaux est autorisé. Les acheteurs seront responsables des dégradations que leurs entrepreneurs et ouvriers feraient à la voirie.

21) Plan général : La venderesse ne prend aucun engagement concernant le plan général de la cité et de la voirie. Elle se réserve de modifier ce plan en tout temps et notamment d'affecter ses terrains à des destinations autres que celles prévues dans le plan.

22) Inexécution : Toute inexécution des clauses ci-dessus stipulées pourront entraîner au choix de la venderesse, soit la résiliation de la vente avec dommages et intérêts au profit de la venderesse, soit le simple paiement de dommages et intérêts. Les intérêts sur tout paiement en retard se calculeront de plein droit au taux de 6% l'an.

23) Règlement : Pour toute construction à ériger l'acquéreur devra en outre se conformer aux règlements de la commune, sans intervention de la venderesse.

24) Stipulation pour autre : La société vendeuse

se réserve le droit de stipuler avec les futurs acquéreurs de terrains des conditions différentes de celles ci-dessus, sans que l'acquéreur actuel puisse exercer aucun recours contre la venderesse.

25) Frais: Les frais d'acte, mesurage, bornage plans, rien excepté, sont aux frais de l'acheteur. Il en sera de même des taxes, contributions, et impositions de toutes natures à partir du jour de la vente.

26) Contestation: Toute contestation sera tranchée en dernier ressort et sans appel, par un collège arbitral composé de trois arbitres, dont l'un sera choisi par chacune des deux parties et le troisième désigné par Monsieur le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

De kopers zullen in de plaats gesteld zijn van de kopers voor wat betreft rechten en plichten spruitende uit de hiervoor aangehaalde voorwaarden.

Verder gaat de grond over in handen van de kopers in de staat dat hij zich heden uitstrekkt en vervolgt met alle de voor of nadelige dienstbaarheden, zichthare en versorgene, gene uitgezonderd en zonder waarborg nopens de uitdrukke inhoudsmaat, waarvan het verschil in min of meer zal blijven ten bate of ten laste van de kopers zelfs overtrof dit verschil met de juiste inhoudsmaat een/twintigste noch der limietscheidingen of industrale sanquidderen die enkel ten titel van inlichting zijn opgegeven het al op de uitsluitelijke verantwoordelijkheid van de kopers, zonder tussenkomst van de verkopers noch enig mogelijk verhaal ten hunnen laste om welke oorzaak het ook moge wezen.

Alle voorwaarden en bepalingen van deze akte zijn van kracht en streng toegepast geen enkele kan of mag aanzien worden als zijnde van loutere schrijftaart.

Kosten.

Telle kosten, rechten en armenen d'ezel zijn te dragen en te kwijten door de kopers.

Prijs.

Na voorlezing aan partijen van artikel twee honderd en drie van het wettboek der registratierechten be-

treffende de bestrafting in geval van bewijzing van koopprijs en lasten, hebben deze ons verklaard de huidige verkoop te hebben aangegeven, toegestaan en aangenomen voor enmits de prijs van _____ opdewelke prijs de verkopers verhuren ontvangen te hebben van de kopers voorafgaandelijk aan deze de som van

Maarover volle kwijting en ontlasting.

Omtslag van ambthalve inschrijving.

De heer grondpandbewaarder wordt uitsluitend kelijk ontslagen ambthalve inschrijving te nemen bij de overschrijving dezer akte.

Burgerlijke stand.

Op het vertonen der stukken door de wet bepaald verklaart de ondergetekende Notaris echte de burgerlijke stand van de partijen zoals deze hiervoor is opgegeven.

Pro Fisco.

Ten einde eventueel te kunnen rekenen van de vermindering der registratierechten voorzien bij artikel drie en vijftig en volgende van het wetboek der registratierechten verklaart mijnheer Van Eeckhout dat de aankochte goed moet dienen als vergroting van de eigendom die hij bezit te Kraainem Karel Verhaegenlaan, nr. 59, groot zes aren, twintig centiaren, sectie A, nr 134 z en waarvan het kadastraal inkomen op heden nog kan worden vastgesteld zoals blijkt uit het aangehecht atta afgeleverd door de administratie van het kadaaster de vijfde Juni negentien honderd een en zestig.

Hij ontzegt zich het recht voor hem zelf en zijne rechtsverkrijgers dit goed geheel of gedeeltelijk tot drankelijkerij te doen of te laten dienen gedurende een termijn van vijftien jaar te rekken vanaf heden.

En hij verklaart afzonderlijk of gezamelijk met zijne echtgenote, geheel of gedeeltelijk ~~gane~~ onroerende goederen te bezitten, waarvan het kadastraal inkomen gevoegd bij dit van het aangekocht goed het toegelaten maximum zou te boven gaan.

De huidige verklaring wordt gedaan ten einde voor

de kopers hunne rechten op vermindering van registratierechten te vrijwaren voor het geval het nog vast te stellen kadastraal inkomen van hun eigendom, 59, Karel Verhaegenlaan, samen met dit van de heden aangekochte grond het toegelaten maximum niet te boven gaat.

Keus van woont.

Ten einde dezer doen partijen keus van woonstede in hunne respectievelijke voormalde woning.

haarvan akte.

Gedaan en verleeden te Sint Lambrechts Woluwe,
ter studie, datum als ten hoofde vermeld.

En na gedane voorlezing tekenen de verschijnen-den met ons Notaris.

A 157703



Vijfde en laatste blad

Ch. B.

۷۸

Q. C. Y.

189

10

20

20

4

1

Mr. Fred G. Morris

G. Farb
G. Farb

Jerry

Orred

Tor Einheit

33 3333333333

- 12 - too.

III. Discussion

James B. Smith

Ministerie van Financiën
ADMINISTRATIE VAN HET KADASTER

UITTREKSEL UIT DE KADASTRALE LEGGER

van de gemeente *Heumen* art. 2225.

N^r van het register inod. 436.

Kosten : 280,- Cr. 10,-

Voor perceelen fr.

Voor 4 aanpalende eigenaars tr. 18

Totaal fr.

Nr 436 A — B. 3 ; B. 126.

Gelijkvormig verklaard afschrift met de inschrijvingen van de kadastrale legger.

AFSCHRIFT VERBODEN (1)

Te Díjase h. de 19

De Bureauchef ter Bewaring van het Kadaster

W. m. L.

— 1 —

(1) De Administratie behoudt zich voor haar rechten te doen gelden voor de tribunaal tegen deze[n] die dit verbod niet zouden verbieden.

1959 — Lot 8 — Bon 181 — Druk. Unitas, p.v.b.a., Oostende.